



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 AOÛT 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 9th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes supplémentaires

B. K. Johl Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juillet 1947, changeant le nom de la compagnie "Cameron & Johl Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mars 1946, en celui de "B. K. Johl Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canabec Exploration Company
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 juin 1947, à la compagnie

Supplementary Letters Patent

B. K. Johl Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Cameron & Johl Inc.", incorporated by letters patent dated March 15th, 1946, into that of "B. K. Johl Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canabec Exploration Company
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Canabec

"Canabec Exploration Company" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement "E" réduisant son capital de \$100,000 à \$75,000 par l'annulation de 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Club Colombien de Val d'Or

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juin 1947, à la corporation "Club Colombien de Val d'Or", ratifiant une résolution des membres de la corporation portant de \$40,000 à \$70,000 le montant auquel seront limités les biens immobiliers que celle-ci est autorisée à posséder.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Guerette Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres supplémentaires, en date du 16 juillet 1947, changeant le nom de la compagnie "Guitard Plumbing & Heating Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 février 1946, en celui de "Guerette Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Industrial Fillers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juin 1947, à la compagnie "Pulverized Products, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 novembre 1927, ratifiant: 1°) son règlement numéro II-A diminuant le nombre de ses directeurs de cinq à quatre, lequel règlement se lit comme suit: "Un bureau de direction composé de quatre directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels pendant le terme de son office, détiendra au moins une action ordinaire du capital de la compagnie absolument en son propre droit et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle"; 2°) son règlement spécial "A" changeant le nom de la compagnie en celui de "Industrial Fillers Limited"; 3°) son règlement spécial "B" augmentant le capital autorisé par la création de 600 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 3900 actions ordinaires additionnelles sans valeur au pair ou nominale, et fixant à \$22,500 le montant du capital avec lequel la compagnie pourra exercer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Exploration Company" (No Personal Liability), ratifying its By-Law "E" reducing its capital from \$100,000 to \$75,000 by the cancellation of 25,000 common shares of the par value of \$1. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Club Colombien de Val d'Or

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "Club Colombien de Val d'Or", ratifying a resolution of the members of the corporation increasing the amount to which the immovable property which it is authorized to possess is to be limited, from \$40,000 to \$70,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Guerette Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Guitard Plumbing & Heating Limited", incorporated by letters patent dated February 5, 1947, into that of "Guerette Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Industrial Fillers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Pulverized Products, Limited", incorporated by letters patent dated November 23rd, 1927, ratifying: 1.) its By-Law number II-A reducing the number of its directors from five to four, which By-Law reads as follows: "A board of four directors shall be elected annually from among the shareholders of the Company, each of whom during his tenure of office, shall hold at least one common share of the stock of the company absolutely in his own right and shall not be in arrears in respect of any calls thereon"; 2.) its special By-Law "A" changing the name of the company into that of "Industrial Fillers Limited"; 3.) its special By-Law "B" increasing its authorized capital stock by the cration of 600 additional preferred shares of the par value of \$100 each and of 3900 additional common shares without nominal or par value, and fixing the amount of capital with which the company will carry on its operations to \$22,500.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jean Bédard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juin 1947, à la compagnie "Jean Bédard Ltée", ratifiant son règlement N° 5 augmentant son capital de \$20,000 à \$50,000 par la création de 300 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jewellers' Plating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 juillet 1947, à la compagnie "Stylewear Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 avril 1940, ratifiant son règlement N° 24: a) changeant le nom de la compagnie en celui de "Jewellers' Plating Ltd."; b) modifiant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 juillet 1947, à "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec" ratifiant: 1° son règlement N° 16: a) augmentant son capital-actions par la création de 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées; b) convertissant les 2000 actions privilégiées existantes d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2000 actions classe "B" d'une valeur au pair de \$100 chacune également, et énumérant les nouveaux privilèges attachés à ces actions classe "B"; c) subdivisant les 3500 actions ordinaires sans valeur au pair, faisant partie du capital-actions de la compagnie, en 35,000 actions ordinaires sans valeur au pair; d) créant 35,000 nouvelles actions ordinaires sans valeur au pair; e) fixant à \$550,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à l'avenir; 2° une résolution de la compagnie modifiant ses pouvoirs et ses lettres patentes de la manière mentionnée dans ladite résolution.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laurentide Clothing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juin 1947, à la compagnie "Laurentide Clothing Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, par la création de

Jean Bédard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Jean Bédard Ltée", ratifying its By-Law N° 5 increasing its capital from \$20,000 to \$50,000 by the creation of 300 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jewellers' Plating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Stylewear Ltd.", incorporated by letters patent dated April 5th, 1940, ratifying its By-Law N° 24: a) changing the name of the company into that of "Jewellers' Plating Ltd."; b) amending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of July, 1947 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", ratifying: 1) its By-Law No. 16: a) increasing its capital stock by the creation of 40,000 preferred shares of a par value of \$25 each, and enumerating the privileges attaching to these said preferred shares; b) converting the 2000 existing preferred shares of a par value of \$100 each into 2000 class "B" shares of a par value of \$100 each, and enumerating the new privileges attaching to these class "B" shares; c) subdividing the 3500 common shares without par value, forming part of the capital stock of the company, into 35,000 common shares having no par value; d) creating 35,000 new common shares having no par value; e) fixing at \$550,000 the amount with which the company will continue its future operations; 2) a resolution of the company amending its powers and its letters patent in the manner mentioned in the said resolution.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laurentide Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Laurentide Clothing Co. Ltd.", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 additional pre-

400 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Habitations Saint-Louis, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 juillet 1947, à la compagnie "Les Habitations Saint-Louis, Limitée", ratifiant son règlement N° 5 augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$100,000 par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mayor Fur Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 12 juillet 1947, à la compagnie "Mayor Fur Corporation", ratifiant son règlement numéro 23 augmentant son capital de \$49,000 à \$115,000 par la création de 10 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et 650 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges et restrictions attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Metropolitan Interests Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 juillet 1947, à la compagnie "Metropolitan Interests Inc.", ratifiant son règlement N° 3 réduisant son capital de \$199,900 à \$119,900 par l'annulation des 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et le remboursement d'un montant de \$80,000 au actionnaires.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Packer Exports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juillet 1947, changeant le nom de la compagnie "Joshua Shapray Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mai 1939, en celui de "Packer Exports Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Habitations Saint-Louis, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Habitations Saint-Louis, Limitée", ratifying its By-Law No. 5, increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mayor Fur Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Mayor Fur Corporation", ratifying its By-Law number 23 increasing its capital from \$49,000 to \$115,000 by the creation of 10 additional common shares of a par value of \$100 each and 650 additional preferred shares of a par value of \$100 each and enumerating the privileges and restrictions attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Metropolitan Interests Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Metropolitan Interests Inc.", ratifying its By-Law No. 3 reducing its capital from \$199,900 to \$119,900 by cancelling 800 common shares of the par value of \$100 each and reimbursing to the shareholders an amount of \$80,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Packer Exports Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Joshua Shapray Inc.", incorporated by letters patent dated May 22nd, 1939, into that of "Packer Exports Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pencer Knitting Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du 15 juillet 1947, à la compagnie "Pencer Knitting Mills Limited", ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000 par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Potvin & Tremblay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juillet 1947, changeant le nom de la compagnie "Motor Sale and Service Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 septembre 1946, en celui de "Potvin & Tremblay Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ronson's Apparel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juillet 1947, changeant le nom de la compagnie "Lloyd Ressler & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 novembre 1946, en celui de "Ronson's Apparel Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Select Chemical and Soaps Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juin 1947, changeant le nom de la compagnie "Select Products Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 février 1947, en celui de "Select Chemical and Soaps Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 26 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Quebec Land Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juin 1947, à la compagnie "The Quebec Land Company" modifiant ses lettres patentes originaires.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pencer Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Pencer Knitting Mills Limited", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital from \$20,000 to \$100,000 by the creation of 800 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Potvin & Tremblay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Motor Sale and Service Ltd.", incorporated by letters patent dated September 23, 1946, into that of "Potvin & Tremblay Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ronson's Apparel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Lloyd Ressler & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated November 13th, 1946, into that of "Ronson's Apparel Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Select Chemical and Soaps Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Select Products Inc.", incorporated by letters patent dated February 4th, 1947, into that of "Select Chemical and Soaps Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Quebec Land Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "The Quebec Land Company" amending its original letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tobin's Travel Bureau Limited

Tobin's Travel Bureau Limited

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 juillet 1947, à la compagnie "Tobin's Travel Bureau Limited", ratifiant son règlement N° 26 augmentant son capital par la création de 4000 actions additionnelles sans valeur au pair ou nominale, et fixant à au moins \$40,000 le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Tobin's Travel Bureau Limited", ratifying its By-Law No. 26 increasing its capital by the creation of 4000 additional shares without nominal or par value, and fixing the amount with which the company will carry on business to not less than \$40,000.00

Daté du bureau du Procureur général, le 7 juillet 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of July, 1947.

19934-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

19934-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 9374. Dame Jeanne Tousignant, épouse de Ernest Bastien, marchand de St-Sauveur des Monts, district de Terrebonne, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 9374. Dame Jeanne Tousignant, wife of Ernest Bastien, merchant of St-Sauveur des Monts, district of Terrebonne, has taken an action, for separation as to property, against her husband.

St-Sauveur des Monts, le 30 juillet 1947.
L'avocat de la demanderesse,
19935-o LOUIS ST-GERMAIN.

St-Sauveur des Monts, July 30, 1947.
LOUIS ST-GERMAIN,
19935 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 254295. Lucille Taylor, ménagère des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Antonin Jolin, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Antonin Jolin, comptable des mêmes lieux, défendeur.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 254295. Lucille Taylor, wife common as to property, of Antonin Jolin, residing in the city and district of Montreal, plaintiff; vs Antonin Jolin, accountant in the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 juillet 1947.
Montréal, le 29 juillet 1947.

An action in separation as to property has been instituted in this case on July 29th, 1947.
Montreal, July the 29th, 1947.

19954-o Procureur de la demanderesse,
YVON PERRAS.

19954-o YVON PERRAS,
Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Cité Ouvrière de Saint-Jean", en date du 19 juin 1947, dont le siège social est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Cité Ouvrière de Saint-Jean", under date the nineteenth day of June, 1947, whereof the head office is at Saint-Jean, county of Saint-Jean, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 juillet 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of July, 1947.

19936-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

19936 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation de Jésus-Ouvrier", en date du 18 juin 1947, dont le siège social est situé à Longueuil, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation de Jésus-Ouvrier", under date the eighteenth day of June, 1947, whereof the head office is at Longueuil, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 21 juillet 1947.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1947.

19939-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

19939 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels sous le nom de "La Fédération Nationale Catholique des Services Hospitaliers, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 juillet 1947.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Québec, district de Québec.

19937-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

LANSDOWNE, LIMITED

Règlement spécial "A"

Un règlement pour autoriser la liquidation des affaires de la compagnie et la distribution de son actif.

1. La liquidation du commerce et des affaires de la compagnie et le règlement de toutes ses dettes et obligations soient et ils sont, par les présentes, autorisés et dirigés.

2. La distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre les actionnaires de la compagnie conformément à leurs droits respectifs soit et elle est, par les présentes, autorisée et dirigée.

3. Aucun des officiers ou directeurs ou tout officier agissant avec tout directeur de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, autorisés à signer tous tels actes et documents et exécuter et faire, ou voient à ce qu'ils soient exécutés et faits, tous tels actes et choses tels qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer être nécessaires, désirables ou utiles à l'exécution des fins de ce règlement.

Je, Mary Hershfield, secrétaire de la compagnie "Lansdowne, Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "A" de la compagnie tel que décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment tenue le 14 juillet 1947, à telle assemblée était présent un quorum des directeurs, et subséquemment confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 14 juillet 1947.

(Sceau)

19938

La Secrétaire,
MARY HERSHFIELD.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu une résolution de l'Office de l'Électrification rurale approuvant la fusion des coopératives suivantes: "Coopérative d'Électricité de Ste-Hélène", "Coopérative d'Électricité de St-Liboire" et "Coopérative d'Électricité Régionale de St-Jean et St-Germain", la nouvelle coopérative devant porter nom: "La Coopérative Régionale d'Électricité de St-Jean-St-Germain", avec son siège social à St-Germain-de-Grantham, dans le comté de Drummond, et ce, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi de l'Électrification rurale, 9 George VI, chapitre 48, telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 30.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 août 1947.

19947-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "La Fédération Nationale Catholique des Services Hospitaliers, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 25, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

19937 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

LANSDOWNE, LIMITED

Special "By-Law" "A"

A By-law to authorize the winding up of the company's affairs and the distribution of its assets.

1. The winding up of the business and affairs of the company and the discharge of all its liabilities and obligations, be and they are hereby authorized and directed.

2. The distribution of the assets of the company amongst the shareholders of the company ratably in accordance with their respective rights be and it is hereby authorized and directed.

3. Any two officers or directors or any officer acting with any director of the company be and they are hereby authorized to sign all such deeds and documents and to perform and do, or to cause to be performed and done, all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be necessary, desirable or useful to carry out the purposes of this By-law.

I, Mary Hershfield, Secretary of Lansdowne, Limited hereby certify that the foregoing is a true and exact copy of special By-law "A" of the company which was enacted by the directors of said company at a meeting duly held on July 14th, 1947, at which a quorum of the directors was present and subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the Company at a Special general meeting of shareholders held on July 14th, 1947.

(Seal)

19938-o

MARY HERSHFIELD,
Secretary

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received a resolution from the Rural Electrification Bureau approving the union of the following cooperatives: "Coopérative d'Électricité de Ste-Hélène", "Coopérative d'Électricité de St-Liboire" and "Coopérative d'Électricité Régionale de St-Jean et St-Germain", the new cooperative to bear the name of "La Coopérative Régionale d'Électricité de St-Jean-St-Germain", with its principal place of business at St-Germain-de-Grantham, in the county of Drummond, and such, in conformity with the provisions of section 30 of the Rural Electrification Act, 9 George VI, chapter 48, as amended by the Act 10 George VI, chapter 30.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of August, 1947.

19947 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

O'GILVY REALTY CORPORATION, LIMITED

Règlement spécial "F"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. L'actif de la compagnie sera distribué au pro rata entre ses actionnaires conformément à leurs droits respectifs ou conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2. Aucun deux officiers ou directeurs ou tout officier et directeur de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés pour et au nom de la compagnie à signer, exécuter, livrer et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits, et faire et exécuter ou faire faire et exécuter tous tels actes et choses qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer opportun aux fins d'exécuter et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires, conformément aux dispositions précédentes de ce règlement.

Je, John A. Hendry, secrétaire de la compagnie Ogilvie Realty Corporation, Limited, certifie, par les présentes, sous le sceau corporatif de ladite compagnie, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "F" de la compagnie et que ce règlement a été décrété et passé à une assemblée du bureau de direction de la compagnie, tenue le 3 juillet 1947, et subseqüemment approuvé et confirmé par le vote unanime des actionnaires de la compagnie présents en personne ou représentés par procuration à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue pour cette fin le 31 juillet 1947, étant tous les actionnaires de la compagnie.

Montréal, 1 août 1947.
(Sceau)

19946

Le Secrétaire,
JOHN A. HENDRY

O'GILVY REALTY CORPORATION, LIMITED

Special By-law "F"

A By-law to authorize the distribution of the company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the company shall be distributed rateably amongst its Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the company by all the shareholders.

2. Any two officers or directors or any officer and director of the company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this By-law."

I, John A. Hendry, secretary of "O'Gilvy Realty Corporation, Limited, do hereby certify under the corporate seal of the said company that the foregoing is a true and correct copy of special By-law "F" of the company and that such By-law was enacted and passed at a meeting of the Board of Directors of the company held on the 3rd day of July, 1947 and subsequently approved and confirmed by the unanimous vote of the Shareholders of the Company present in person or represented by proxy at a Special General meeting of shareholders of the company duly called and held for the purpose on the 31st day of July, 1947, being all of the shareholders of the company.

Montreal, P.Q., August 1st, 1947.
(Seal)

19946-o

JOHN A. HENDRY,
Secretary.

Charte — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec que "La Compagnie de Machineries Mercier" demandera au Procureur général d'accepter l'abandon de sa charte à une date à être fixée.

Québec, le 7 août 1947.

LA COMPAGNIE DE MACHINERIES MERCIER,
Par les avocats et procureurs,
GAGNON & de BILLY.

19958-o

Charter — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, that "La Compagnie de Machineries Mercier" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter from a date to be fixed by him.

Levis, August 7, 1947.

LA COMPAGNIE DE MACHINERIES MERCIER,
Per: GAGNON & de BILLY,
Advocates and attorneys.

19958

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Pelletier. Division d'enregistrement du Lac St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que les lots 13a et 13b du rang V sont annulés et les lots 13a et 13b

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Pelletier. Registration Division of Lake St. John West.

Notice is hereby given that lots 13a and 13b of Range V are cancelled and lots 13a and 13b of

du rang IV sont ajoutés conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil. Québec, le 7 juillet 1947.

Range IV are added in virtue of articles 2174 and 2174A of the civil Code. Québec, July the 7th, 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

19943-o Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

19943-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

ERRATUM

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 1196, du 24 juillet 1947, section "A", publiée dans l'édition du 26 juillet, 1947, de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigée de la façon suivante:

The English version of Order in Council number 1196 of July 24, 1947, part "A", published in the issue of July 26, 1947, of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

Les mots "are be entitled" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "e", page 1968, doivent se lire "are not entitled".

The words "are be entitled" which appear in the second paragraph of subsection "e", page 1968, shall read as follows: "are not entitled".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 août 1947. 19945-o

Department of Labour,
Québec, August 9, 1947. 19945-o

AVIS

NOTICE

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Lavolette, Champlain and Three-Rivers, rendered obligatory by the decree number 1658 of April 19, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, and its amendments, in the following manner:

1. Les parties contractantes de deuxième part seront remplacées par la suivante:
"L'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc."

1. The contracting parties of the second part will be replaced by the following:
"L'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc."

2. L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "c" de l'article I:

2. The following paragraph will be added to subsection "c" of section I:

"Les mots "compagnon junior" désignent et comprennent un salarié possédant les qualifications stipulées à l'alinéa précédent pour la première et deuxième année de pratique qui suivent l'obtention de son certificat, tel qu'énuméré à l'article 3 dans l'échelle de salaires pour chacun des métiers concernés."

"The words "junior journeyman" mean and include an employee having the qualifications mentioned in the foregoing paragraph for the first and second year of experience following the obtaining of his certificate, as enumerated in section III in the wage scale for the trades concerned."

3. Le paragraphe "d" de l'article I sera remplacé par le suivant:

3. Subsection "d" of section I will be replaced by the following:

"d. Le mot "apprenti" désigne un salarié ayant obtenu un certificat de qualification ou licence du Bureau des examinateurs ou pouvant fournir une déclaration attestant qu'il apprend le métier."

"d. The word "apprentice" means an employee who has obtained a certificate of qualification or a license from the Board of Examiners or one able to furnish a statement proving that he learns the trade."

4. L'article III sera remplacé par le suivant:

4. Section III will be replaced by the following:

"III. Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

III. Minimum rates of wages: The minimum rates of wages are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers	Taux horaires	
	Zone I	Zone II
Briqueleur—compagnon senior	\$ 1.10	\$ 1.00
Maçon — compagnon senior	1.10	1.00
Plâtrier—compagnon senior ..	1.10	1.00
Briqueleur — compagnon junior.....	0.75	0.75

Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II
Bricklayer — senior journeyman.....	\$ 1.10	\$ 1.00
Mason — senior journeyman ..	1.10	1.00
Plasterer — senior journeyman	1.10	1.00
Bricklayer — junior journeyman.....	0.75	0.75

Maçon — compagnon junior. . .	0.75	0.75		
Plâtrier — compagnon junior .	0.75	0.75	Plasterer — junior journeyman	0.75 0.75
Charpentier-menuisier — com- pagnon senior.	0.85	0.75	Carpenter - joiner — senior journeyman	0.85 0.75
Charpentier-menuisier — com- pagnon junior.	0.75	0.65	Carpenter - joiner — junior journeyman	0.75 0.65
Peintre — compagnn senior. . .	0.80	0.75	Painter — Senior journeyman .	0.80 0.75
Peintre — compagnon junior. . .	0.70	0.60	Painter — junior journeyman .	0.70 0.60
Peintre (machine à asperger). . .	0.95	0.95	Painter (spraying).	0.95 0.95
Tapissier	0.80	0.75	Paper hanger	0.80 0.75
Électricien — compagnon se- nior.	0.85	0.75	Electrician — senior journey- man.	0.85 0.75
Électricien — compagnon ju- nior, 1ère et 2e année.	0.75	0.75	Electrician — junior journey- man — 1st and 2nd year. . . .	0.75 0.75
Journalier (ouvrier non spécia- lisé).	0.65	0.60	Labourer (common worker). . .	0.65 0.60
Chauffeur de bouilloire.	0.75	0.65	Boiler fireman	0.75 0.65
Mécanicien de machine fixe . . .	0.80	0.70	Stationary engineman.	0.80 0.70
Préposé aux grues, monte-char- ge, ascenseurs à vapeur.	0.90	0.80	Steam crane and elevator ope- rator	0.90 0.80
Préposé aux grues, monte-char- ge, ascenseurs à gazoline et électrique	0.70	0.65	Gasoline or electric crane and elevator operator.	0.70 0.65
Préposé au compresseur	0.80	0.70	Compressor operator.	0.80 0.70
Préposé au malaxeur (avec cer- tificat)	0.80	0.70	Mixer operator (with certifi- cate).	0.80 0.70
Préposé au malaxeur (sans cer- tificat)	0.70	0.65	Mixer operator (without certi- ficate).	0.70 0.65
Mécanicien (millwright)	0.85	0.70	Millwright.	0.85 0.70
Machiniste.	0.85	0.70	Machinist.	0.85 0.70
Forgeron	0.85	0.70	Blacksmith.	0.85 0.70
Poseur de marbre.	1.00	1.00	Marble layer.	1.00 1.00
Poseur de tuile.	0.90	0.90	Tiler layer.	0.90 0.90
Poseur de terrazo.	0.80	0.80	Terrazzo layer.	0.80 0.80
Polisseur de terrazo (machine à sec).	0.75	0.75	Terrazzo polisher (dry process)	0.75 0.75
Polisseur de terrazo (machine à l'eau)	0.70	0.70	Terrazzo polisher (wet process)	0.70 0.70
Poseur de lattes métalliques. . .	0.75	0.70	Lather (metal).	0.75 0.70
Poseur de lattes en bois.	0.75	0.70	Lather (wood)	0.75 0.70
Poseur de lattes en bois (au mille).	3.00	2.25	Lather (wood) per thousand. . .	3.00 2.25
Finisseur de ciment.	0.80	0.70	Cement finisher.	0.80 0.70
Jointoyeur (tireur de joints) . .	0.80	0.70	Joint pointer.	0.80 0.70
Faiseur de mortier.	0.65	0.60	Mortar maker	0.65 0.60
Couleur de blanc.	0.65	0.60	Plaster pourer	0.65 0.60
Porteur d'oiseau.	0.65	0.60	Hod carrier.	0.65 0.60
Brasseur de célanite.	0.65	0.60	Celanite mixer.	0.65 0.60
Foreur.	0.70	0.60	Driller.	0.70 0.60
Gréeur.	0.70	0.60	Rigger.	0.70 0.60
Blanchisseur à la chaux.	0.65	0.55	Whitewasher	0.65 0.55
Chauffeur de camion automo- bile.	0.65	0.60	Truck driver.	0.65 0.60
Conducteur de chevaux	0.60	0.55	Horse driver.	0.60 0.55
Couvreur, ardoise et tuile.	0.85	0.75	Roofer — slate and tile.	0.85 0.75
Couvreur, compositeur.	0.75	0.65	Roofer — composition.	0.75 0.65
Apprenti, briqueteur, plâtrier et maçon:			Apprentice: bricklayer, plasterer and mason:	
Première année.	\$ 0.45	\$ 0.45	1st year.	\$ 0.45 \$ 0.45
Deuxième année.	0.60	0.60	2nd year.	0.60 0.60
Troisième année.	0.70	0.70	3rd year.	0.70 0.70
Apprenti, peintre, tapissier, mécanicien (mill- wright)machiniste, forgeron, poseur de mar- bre, de terrazo, de tuile mosaïque, finisseur de ciment, jointoyeur, blanchisseur à la chaux:			Apprentice: painter, paper hanger, millwright, machinist, blacksmith, marble, terrazzo and mosaic tile layer, cement finisher, joint poin- ter, whitewasher:	
Première année	\$ 0.35	\$ 0.35	1st year.	\$ 0.35 \$ 0.35
Deuxième année.	0.45	0.40	2nd year	0.45 0.40
Troisième année.	0.55	0.50	3rd year.	0.55 0.50
Apprenti, charpentier-menuisier:			Apprentice: carpenter-joiner:	
Première année.	\$ 0.35	\$ 0.30	1st year.	\$ 0.35 \$ 0.30
Deuxième année.	0.50	0.40	2nd year	0.50 0.40
Troisième année.	0.65	0.45	3rd year.	0.65 0.45
Apprenti, électricien:			Apprentice: electrician:	
Première année.	0.40	0.40	1st year.	\$ 0.40 \$ 0.40
Deuxième année.	0.45	0.45	2nd year	0.45 0.45
Troisième année.	0.50	0.50	3rd year.	0.50 0.50
Quatrième année.	0.55	0.55	4th year.	0.55 0.55

Échelle révisée par l'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc., pour prendre effet à compter du 30 juin 1947."

5. L'article VII sera remplacé par le suivant :

VII. Durée du travail: La durée du travail sera de huit (8) heures par jour. Il n'y aura pas de travail les dimanches, les fêtes d'obligation de l'Église catholique, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail.

Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé. Tel travail demeure cependant sujet à la limite de huit (8) heures par jour.

Cependant les salariés pourront, à certaines occasions, travailler un maximum de dix (10) heures par jour sans que l'employeur soit tenu de payer du temps supplémentaire, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-huit heures (48) par semaine.

Les ouvriers désignés comme "faiseur de mortier, couleur de blanc, porteur d'oiseau, brasseur de célanite" et les journaliers à l'emploi des briqueteurs, maçons et plâtriers pourront travailler un maximum de onze (11) heures par jour sans que l'employeur soit tenu de payer du temps supplémentaire, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas cinquante-quatre (54) heures par semaine."

• Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 9 août 1947

19944-o

Scale revised by "L'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc." to come into force as of June 30, 1947."

5. Section VII will be replaced by the following:

"VII. Duration of work: The duration of work shall be eight (8) hours per day. No work may be performed on Sunday, religious holidays of the Catholic Church, Good Friday, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

Urgent work which cannot be carried out during the day may be performed in other periods of the day, at regular day rates, provided the Parity Committee be notified to that effect. Such work, shall not extend beyond eight (8) hours per day.

However, employees may, on certain occasions, work a maximum of ten (10) hours per day without being paid overtime rates by the employer in so far as the total number of hours, at regular rates, does not exceed forty-eight (48) per week.

Workers known as "mortar makers, plaster pourers, hod carriers, celanite mixers" and labourers employed by bricklayers, masons and plasterers may work a maximum of eleven (11) hours per day without being paid overtime rates by the employer in so far as the total number of hours, at regular rates, does not exceed fifty-four (54) per week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, August 9, 1947.

19944-o

Département du Trésor Assurances

Avis est donné par les présentes que Guaranty Trust Company of Canada, ayant son siège social à Toronto, Ontario, a nommé M. A. E. Sinclair, 610 Ouest, rue St-Jacques, Montréal, son agent principal dans la Province.

Donné, conformément à l'article 27 de la Loi des compagnies de fidéicommis, ce 1er jour d'août 1947.

L'Inspecteur des Compagnies de Fidéicommis,

GEORGES LAFRANCE,

19940-o

Surintendant des Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICATS
D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Sterling Trusts Corporation ayant son siège social à Toronto, Ontario, a obtenu le permis et l'enregistrement prévus par l'article 17 de la Loi des compagnies de fidéicommis (Chapitre 284, S.R. 1941).

La compagnie a nommé monsieur Jules Savard, C.R., 71 rue St-Pierre, Québec, son agent principal et procureur dans la Province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommis (Chapitre 284, S.R. 1941) ce cinquième jour d'août 1947.

Pour le Trésorier de la Province,

WHEELER DUPONT,

Assistant-Surintendant des Assurances.

19949-32-2-o

Treasury Department Insurance

Notice is hereby given that Guaranty Trust Company of Canada, having its head office at Toronto, Ontario, has appointed Mr. A. E. Sinclair, 610 St. James Street West, Montreal, as its chief agent in the Province.

Given pursuant to section 27 of the Trust Companies Act, this 1st day of August 1947.

The Inspector of Trust Companies,

GEORGES LAFRANCE,

19940-o

Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRY

Notice is hereby given that The Sterling Trust Corporation having its head office at Toronto, Ontario, has been licensed and registered pursuant to section 17 of the Trust Companies Act (Chapter 284, R.S. 1941).

The company has appointed Mr Jules Savard, K. C., 71 St. Peter Street, Quebec, as its chief agent and attorney in the Province.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies Act (Chapter 284, R.S. 1941) this fifth day of August 1947.

For the Treasurer of the Province,

WHEELER DUPONT,

Assistant Superintendent of Insurance.

19949-32-2-o

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

ASPIRANTS A L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE

CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie, ainsi que le nom des institutions où ils ont étudié.

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of Agriculture and also the name of the institutions where they have studied.

Noms et prénoms Name and surnames	Domicile Residence	Age	Institutions
Allard, Sylvio	759 ave Mont-Royal est, Montréal	22	Institut Arbique.
Ayotte, Marcel	85, ave des Cèdres, Shawinigan Falls.	19	École Supérieure Immaculée-Conception.
Beaumier, Marcel	Grand'Mère	24	Institut Agricole d'Oka.
Beauregard, Théodule	Oka	27	Institut Agricole d'Oka.
Bolduc, Philippe	Theftford Mines	18	Collège de La Salle Theftford Mines
Brière, Jean-Paul	470, rue St-Paul, Tr-Rivières	29	Institut Agricole d'Oka.
Burgess, Ralph-C.	379 Beatty ave., Verdun	18	Sir George Williams College
Cantin, Paul-Eugène	St-Jean-Chrysostôme (Lévis)	18	Institut Thomas
Catafard, Gilles	4984, rue Adam, Montréal	18	Externat Classique Ste-Croix.
Charette, Fernand	R.R.1, Pointe Gatineau	25	Université Laval
Côté, Émile	Napierville	20	Institut Agricole d'Oka.
Côté, Louis-Marie	Ste-Croix (Lac-St-Jean)	17	Collège Chomedy-de-Maisonneuve.
Couture, René.	29, rue St-Maxime, Charny (Lévis)	21	École Supérieure Montcalm.
Crawford, Allan Edwin	43 Waverley Road, Pointe Claire	18	Montreal West High School.
Crête, René	149, rue Galt, Verdun.	19	École Supérieure Richard.
De Carufel, Jean	747a, rue Bloomfield, Outremont	22	Collège Jean-de-Brébeuf.
Desroches, Lionel	Penetanguishene, Ont.	20	Collège du Sacré-Cœur Sudbury.
Dignard, Noé	2351, rue Fullum, Montréal	20	Embrun High School.
Dionne, Jean-Louis	163, rue Broek, Drummondville	23	Séminaire de Nicolet.
Dupuis, Max	3430, rue Berrf, Montréal	25	Collège Macdonald.
Fortin, Jean-Marie	Val-Brillant (Matapédia)	22	Séminaire de Rimouski
Garceau, Bertrand	Dorion (Vaudreuil)	19	École Supérieure St-Stanislas.
Garneau, Charles	140, rue de Montmorency, Québec.	19	École Ouellet, Québec.
Gauthier, Henri-Georges	836, rue Notre-Dame, Tr.-Rivières	21	Collège Jean-de-Brébeuf.
Gauthier, Jean	2747, rue Holt, Montréal.	20	École Supérieure Le Plateau.
Geoffrion, Jean-Maurice	6280, 25e avenue Rosemont, Mont.	23	Collège Ste-Marie.
Giroux, Roger	L'Annonciation (Labelle)	19	Collège Mont St-Louis
Gravel, Jean-Paul.	St-Martin (Laval)	21	Université de Montréal
Gravel, Rosaire	Ste-Anne-de-Beaupré	20	Institut Agricole d'Oka.
Green, Thomas Donald.	180 Alexandra ave., St-Lambert (Chambly)	18	St-Lambert High School.
Hanna, Peter Ward	3821 Oxford-ave., Montréal.	19	West Hill High School.
King, Lloyd	293, Lafayette ave., Montréal.	18	St-Lambert High School.
Labrie, Laval	St-Charles (Bellechasse)	26	Grand Séminaire de Québec.
Lafontaine, André	5072, rue Western, Montréal.	21	Académie Querbes
Lalonde, Jacques	Rigaud	19	Institut Agricole d'Oka.
Lambert, Josaphat.	St-Anne-de-la-Pocatière	22	Collège Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lapierre, Jacques-A.	80, rue Willibrord, Verdun.	20	École Supérieure Richard.
Lapierre, Richard	4451, rue St-André, Montréal	18	École Supérieure Le Plateau.
Lapointe, Rosaire	Rang St-Dominique, St-Joseph de St-Hyacinthe	22	Séminaire de St-Hyacinthe.
Laurin, Marc-Aurèle	612, rue Guizot, Montréal.	21	École Supérieure St-Viateur.
Lavigne, Benoît	Gentilly (Nicolet)	21	École Supérieure Ste-Anne-de-la-
Lecuyer, Alfred	Messines (Gatineau)	22	Université d'Ottawa. [Pocatière
Lemay, Paul	51 est, rue Regent, Hawkesbury, Ont	21	Institut Agricole d'Oka.
Levesque, Yvon	Cacouna (Rivière-du-Loup).	21	École Supérieure Notre-Dame de
Lynch, Alexander	4186 Northcliffe ave., Montreal.	21	Collège Loyola. [Grâce, Québec
Mercier, Jean-Charles	St-Patrice de Beauvillage (Lotbinière)	20	Institut Agricole d'Oka.
Montpetit, Paul	St-Etienne de Beauharnois	22	Séminaire Salaberry, Valleyfield.
Moore, Harry Ernest	228 Percival ave., Montreal West.	17	Stanstead College
Ouellet, René	Cap-Rouge	23	Institut Agricole d'Oka
Païement, Roger	180 — 2ième rue, Verdun.	24	Macdonald College.
Paradis, André	4373, rue Chambord, Montréal.	18	École Supérieure St-Stanislas.
Peckham, Hugh Edward	642, Belmont ave., Westmount.	17	D'Arcy McGee High School.
Quevillon, Richard	Oka	20	Collège Mont St-Louis
Raymond, René	Kénogami (Chicoutimi)	21	Collège du Sacré-Cœur, Kénogami.
Reeves, Roger	526, rue Ste-Anné, Pte-aux-Trembles.	20	Institut Agricole d'Oka.
Roberge, Jean-Jacques	St-Stanislas (Champlain)	20	Collège Scientifique de Beauharnois.
Robert, Louis-Georges	1570, rue Ste-Julie, Tr.-Rivières	19	Institut Agricole d'Oka.
Roy, Gérard	St-Arsène (Rivière-du-Loup)	23	Séminaire de Rimouski.
Roy, Réal	417, boul. des Prairies, Laval-des-Rapides.	18	Académie St-Jean-Eudes.
Sauvageau, Jean-Léon	Grondines (Portneuf)	26	Séminaire de Philosophie de Montréal.
Servant, Lucien	Rigaud	17	Collège Bourget.
Simard, Paul	9595, rue Souigny, Montréal	26	Externat Classique Ste Croix
Simoneau, Claude	146, rue Loyola, Giffard	17	École Supérieure St-Fidèle, Québec
Smith, James Carlton	Sutton	20	Sutton High School.
Théoret, André	Rosemère (Terrebonne)	19	École Supérieure St-Stanislas.
Tremblay, Jean-Paul	1, ave Paré, Ste-Anne-de-Beaupré	20	Juvénat des Pères Rédemptoristes.
Villemur, Pierre	8441, rue St-Denis, Montréal	18	École Supérieure St-Viateur

Montréal, le 1er août 1947.— Montreal, August 1, 1947.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
RENÉ MONETTE.

RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Examen du Barreau Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Savard	Gaston	20	Québec	St-Louis de Gonzague, St-Jean-Eudes

Québec, le 30 juillet 1947 — Quebec, July 30th, 1947.

19952-32-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Quebec Bar.

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec, district de Bedford, N° 4103. Cour du Magistrat, district électoral de Shefford, à Granby. EMILIE MENARD et J. A. DENIS MENARD, tous deux de la cité de Granby, district de Bedford et y faisant affaires ensemble comme marchands, sous le nom de Ménard & Frère, demandeurs; vs ADRIEN BERTHIAUME, de la ville de Waterloo, dit district et y faisant affaires sous le nom de "Auto Body Repair, défendeur, et DAWSON AUTO PARTS LIMITED, corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, district de St-François, tierce saisie.

Province of Quebec, district of Bedford, No. 4103. Magistrate's Court, Electoral district of Shefford, at Granby. EMILIE MENARD and J. A. DENIS MENARD, both of the city of Granby, district of Bedford, and there carrying on business together as merchants, under the name of Ménard & Frère, plaintiffs; vs ADRIEN BERTHIAUME, of the town of Waterloo, said district, and carrying on business there under the name of "Auto Body Repair", defendant; and DAWSON AUTO PARTS LIMITED, a corporation duly incorporated and having its head office in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, garnishee.

Avis aux créanciers du saisi par insertion dans la Gazette officielle de Québec.

Notice to the creditors of the seized party by insertion in the Quebec Official Gazette.

Les créanciers de Monsieur Adrien Berthiaume sont invités à déposer leurs réclamations, avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes au Greffe de la Cour du Magistrat, district électoral de Shefford, à Granby, le tout conformément aux articles 673 et 674 C. P.

The creditors of Mr Adrien Berthiaume are called upon to file their claims, with vouchers attached, within fifteen days from the date of the first insertion of these presents, at the office of the Magistrate's Court, electoral district of Shefford at Granby, the whole in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Par ordre de l'honorable Juge Anatole Gaudet, magistrat de district.

By order of the Honourable Justice Anatole Gaudet, district Magistrate.

Granby, le 23 juin 1947.

Granby, June 23, 1947.

Le Greffier de la Cour de Magistrat,
District électoral de Shefford, à Granby,
G. O. MARTIN.

G. O. MARTIN,
Clerk of the Magistrate's Court,
Electoral District of Shefford, at Granby.

19950-32-2-o

19950-32-2

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

[L.S.]

[L.S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT:

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général

L. DESILETS

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité

L. DESILETS
Deputy Attorney
General

WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of

des propriétaires de biens-fonds situés dans un territoire non organisé dans le canton de Milot, comté de Lac St-Jean-Ouest, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité séparée sous le nom de "Municipalité de St-Ludger de Milot", comté de Lac St-Jean-Ouest;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 17 juillet 1947, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Milot, comprenant tous les lots, et leurs subdivisions présentes et à venir, du cadastre officiel pour le dit canton, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: — partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Dalmas et de Milot avec la rive droite ou rive ouest de la rivière Alex; de là, en référence au sadsit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des cantons de Dalmas et de Milot, la ligne séparative des rangs VI et VII, la ligne nord du lot 46a du rang VI et du lot 46 de chacun des rangs V, IV et III, la ligne séparative des rangs II et III, la ligne nord du lot 40 dans chacun des rangs II et I, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Alex, le dit Axe de la rivière Alex en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la dite ligne séparative des cantons de Dalmas et de Milot et enfin ce dit prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, provenant d'un territoire non organisé, sera érigé en municipalité séparée sous le nom de "Municipalité de St-Ludger de Milot", dans le comté de Lac St-Jean-Ouest, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivant du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général, l'honorable Sir EUGÈNE MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M. D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
19953-o JEAN BRUCHÉSI.

land situate in an unorganized territory in the township of Milot, county of Lake St. John-West, requesting that the territory they inhabit be erected into a separate municipality under the name of the "Municipality of St-Ludger de Milot", county of Lake St. John-West;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is in the condition required by Law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated July 17, 1947, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Milot, comprising all the lots, and their present and future subdivisions, of the official cadastre for the said township, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the division line of the townships Dalmas and Milot with the right bank or west bank of the Alex river; thence, with reference to the aforesaid cadastre, passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of the townships Dalmas and Milot, the division line of ranges VI and VII, the north line of lot 46a of range VI and of lot 46 of each of ranges V, IV, III, the division line of ranges II and III, the north line of lot 40 in each ranges II and I, the latter extended as far as the axis of the Alex river, the said axis of the Alex river bearing southward as far as the prolongation of the said division line of the townships Dalmas and Milot and finally the said prolongation as far as the starting point; the said territory, together with the roads, river, lakes, watercourses or part thereof, belonging to an unorganized territory, to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of St-Ludger de Milot", in the county of Lake St. John-West, such erection to take effect on and from the first of January following publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of article 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirtieth day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
19953 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

La compagnie "General Accessories & Equipment Limited, donne avis que son bureau princi-

Head Offices

The company "General Accessories & Equipment Limited" gives notice that its head office

pal est situé au N° 5460 rue Bordeaux, en la cité de Montréal.

Le Président,
HUBERT DUCHARME.

19955-o

is situate at No. 5460 Bordeaux street, in the city of Montreal.

HUBERT DUCHARME,
Président.

19955

AVIS DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que La Compagnie Esta Limitée constituée en corporation par lettres patentes émises le 15 mars 1946, en vertu de la Loi des compagnies de Québec a établi son principal bureau d'affaires à Ste-Geneviève de Batiscan.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Ste-Geneviève, ce 29e jour de juillet 1947.

Le Président,
ÉDOUARD ST-ARNAUD.

19941-o

NOTICE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "La Compagnie Esta Limitée", incorporated by letters patent issued on March 15, 1946, under the Quebec Companies Act, has established its head office at Ste-Geneviève de Batiscan.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Ste-Geneviève, this 29th day of July, 1947.

ÉDOUARD ST-ARNAUD,
President.

19941

Soumissions

CORRECTION RE: ÉMISSION D'OBLIGATIONS POUR LA COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN.

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix entre 2½%, 2¾% ou 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

19948-o

Province de Québec

VILLE DE LAUZON

Avis public est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Lauzon recevra jusqu'à quatre heures du soir, lundi le huit septembre 1947, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", pour l'achat de \$115,000.00 d'obligations de la Ville de Lauzon. Cette émission est la balance des \$160,000.00 d'obligations, autorisée par le règlement N° 236, dont \$45,000.00 ont été vendus de gré à gré, le tout suivant la loi.

Ces obligations, datées du 1er octobre 1946, deviennent échues en séries de 1947 à 1966, comme suit:

1947	\$4,800.00
1948	4,800.00
1949	5,000.00
1950	5,100.00
1951	4,900.00
1952	5,100.00
1953	5,300.00
1954	5,400.00
1955	5,600.00
1956	5,800.00
1957	6,000.00
1958	6,100.00
1959	6,300.00
1960	6,500.00
1961	6,600.00
1962	6,600.00
1963	6,300.00
1964	6,100.00
1965	6,200.00
1966	6,500.00

Ces obligations portent intérêts au taux de 2½% l'an. Le dit intérêt est payable semi-an-

Tenders

CORRECTION RE: ISSUE OF BONDS FOR THE SCHOOL COMMISSION OF ROUYN

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2½%, 2¾% or 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity.

19948-o

Province of Quebec

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given that the council of the Town of Lauzon will receive until four of the clock in the afternoon, Monday, September 8th, 1947, at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for bonds", for the purchase of the Town of Lauzon bonds amounting to \$115,000.00. This issue is the balance of bonds amounting to \$160,000.00 authorized in virtue of municipal By-law No. 236, and of which \$45,000.00 have been sold by mutual agreement.

These bonds dated October 1st 1946, are maturing in series from 1947 to 1966, as follows:

1947	\$4,800.00
1948	4,800.00
1949	5,000.00
1950	5,100.00
1951	4,900.00
1952	5,100.00
1953	5,300.00
1954	5,400.00
1955	5,600.00
1956	5,800.00
1957	6,000.00
1958	6,100.00
1959	6,300.00
1960	6,500.00
1961	6,600.00
1962	6,600.00
1963	6,300.00
1964	6,100.00
1965	6,200.00
1966	6,500.00

These bonds bear interest at the rate of 2½% per annum, payable semi-annually on the first

nuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur, à tous les bureaux dans la Province, de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Lauzon, égal à 1% du montant de la présente soumission.

Les soumissions seront prises en considération à la séance régulière du conseil qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de Lauzon, à 8 heures du soir, le 8 septembre 1947.

La livraison des titres sera faite le 1er octobre 1947 et elle comprendra 68 obligations de \$1,000.-00, 87 obligations de \$500.00 et 35 obligations de \$100.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

-Donné à Lauzon, ce 24 juillet 1947.

Le Greffier,
LÉVIS BOURASSA.

19942-32-2-0

day of April and the first day of October of each year.

The capital and interest are payable, at the holders' option, at all branches, in the Province, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Lauzon, equal to 1% of the amount of this issue.

The said tenders will be considered at a regular meeting of the town council to be held on Monday September 8th 1947, at eight of the clock in the afternoon, at the town hall of Lauzon.

The delivery of these bonds will be made on the first day of October 1947 and the issue includes 68 bonds of \$1,000.00, 87 bonds of \$500.00, and 35 bonds of \$100.00.

The Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Lauzon, this 24th day of July 1947.

LÉVIS BOURASSA,
Town Clerk.

19942-32-2-0

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE PLESSISVILLE

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF PLESSISVILLE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, mardi, le 26 août 1947, pour l'achat de \$40,000.00 d'obligations de "La Corporation de Plessisville" datées du 1er mars 1947 et remboursables en série du 1er mars 1948 au 1er mars 1967 inclusivement.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8.00 o'clock in the afternoon, Tuesday, the 26th day of August 1947, for the purchase of an issue of \$40,000.00 of bonds of the "La Corporation de Plessisville" dated March 1st 1947, and redeemable serially from March 1st 1948 to March 1st 1967 inclusively.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2½% ou à 3% payable semi-annuellement les 1er septembre et le 1er mars de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances. Les obligations seront en dénomination de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Tenders may be made for Bonds bearing interest, optionally, at 2½% or 3% payable semi-annually the 1st of September and the 1st of March of each year. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Bonds will be in denomination of \$100.00 or the multiples of \$100.00.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées immédiatement après l'adjudication.

These bonds may be registered as to capital; they will be delivered immediately after adjudication.

Le capital et les intérêts sont payables aux succursales d'une banque à Montréal, Québec ou Plessisville.

Capital and interest payable at the branches of a bank at Montreal, Quebec or Plessisville.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial it shall affect the furthest dated and the highest numbers.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds at the time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière d'ajournement du Conseil qui sera tenue mardi le 26 août 1947, à 8.00 hrs du soir, à la salle de l'Hôtel de Ville de Plessisville.

Tenders will be opened and considered at an adjourned regular meeting of the Council, Tuesday the 26th day of August 1947, at 8.00 o'clock p.m. in the Municipal Council Hall.

Objet de l'emprunt: Pavage de rues et expropriations.

Object of the loan: asphalt pavement of roads and expropriations.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Plessisville, ce 5ième jour d'août 1947.

Plessisville, this 5th day of August 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL COLLIN.

MARCEL COLLIN,
Secretary-treasurer.

19956-32-2-0

19956-32-2-0

Province de Québec

CITÉ DE SILLERY

SOUSSIONS POUR OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi (heure avancée) le lundi le 25 août 1947, pour l'achat de \$277,000. d'obligations de la cité de Sillery, datées du 1er septembre 1947 et remboursables en séries du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Ces soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt au choix à 2¼, 2½, 2¾ ou 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou varier suivant l'échéance.

Ces obligations sont émises en vertu des règlements Nos. 223, 224, 225 et 229 de la cité de Sillery aux fins d'exécuter des travaux publics et créer un fond de roulement et deviendront échues suivant le tableau ci-après.

Date	Capital
1948.....	\$13,000.
1949.....	13,500.
1950.....	14,000.
1951.....	15,000.
1952.....	15,000.
1953.....	15,000.
1954.....	15,500.
1955.....	16,000.
1956.....	16,500.
1957.....	18,000.
1958.....	12,000.
1959.....	12,000.
1960.....	12,500.
1961.....	12,500.
1962.....	13,000.
1963.....	11,500.
1964.....	12,000.
1965.....	12,500.
1966.....	13,000.
1967.....	14,500.

Le capital et les intérêts seront payables au choix du porteur, à Montréal ou à Québec. Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 et pourront être enregistrées quant au capital au bureau du soussigné; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chap. 212 des S.R. de Q. 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la cité de Sillery, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission devra comprendre les intérêts courus au moment de la livraison.

Les soumissions devront être adressées comme suit:

Charles Langlois, I.P.,
1445 Ave Maguire,
Québec, P.Q.

et elles seront prises en considération à une séance du Conseil qui sera tenue lundi, le 25 août 1947, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville de la cité de Sillery.

Province of Quebec

CITY OF SILLERY

TENDERS FOR BONDS

Public notice is hereby given, that written sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until eight o'clock in the afternoon (daylight saving time) Monday, August the 25th, 1947, for the purchase of the city of Sillery bonds amounting to \$277,000.00 dated September 1st, 1947 and redeemable in series from September 1st, 1948 to September 1st 1967, inclusively, interest being payable semi-annually on the 1st of March and 1st of September, of each year.

Tenders may be made for bonds bearing interest optionally at 2¼, 2½, 2¾ or 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. This issue has been authorized by the city of Sillery By-laws Nos. 223, 224, 225 and 229 for the purpose of doing public works and for working capital and the said bonds will mature according to the following schedule:

Date	Capital
1948.....	\$13,000.
1949.....	13,500.
1950.....	14,000.
1951.....	15,000.
1952.....	15,000.
1953.....	15,000.
1954.....	15,500.
1955.....	16,000.
1956.....	16,500.
1957.....	18,000.
1958.....	12,000.
1959.....	12,000.
1960.....	12,500.
1961.....	12,500.
1962.....	13,000.
1963.....	11,500.
1964.....	12,000.
1965.....	12,500.
1966.....	13,000.
1967.....	14,500.

Both the principal and interest will be payable at the hold's option at Montreal or at Quebec. These bonds will be issued in denomination of \$100.00 and multiples of \$100.00 and may be registered as to capital at the office of the undersigned. The bonds will be delivered as soon as possible after their sale.

The said bonds are, under the authority of Chap. 212, R.S.Q., 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the city of Sillery equal to 1% of the amount of this issue and tenders must include accrued interest to the date of delivery.

Tenders should be addressed as follows:

Charles Langlois, P.E.,
1445 Maguire Ave
Quebec, P. Q.

and will be considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 25th, 1947 at 8 o'clock P.M. (daylight saving time) at the City Hall of the city of Sillery.

La cité de Sillery se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions.

The said city of Sillery, reserves its right of accepting neither the highest, or the lowest nor any of the tenders.

Donné à Sillery, ce 7 août 1947.

Given at Sillery, this 7th day of August 1947.

Le Secrétaire-trésorier et ingénieur,
19957-o CHARLES LANGLOIS, I.P.

CHARLES LANGLOIS, P.E.
Secretary-treasurer and engineer.
19957-o

VENTE PAR SHÉRIF

SHERIFF'S SALE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

RICHELIEU

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, Province de Québec, District de Richelieu, N° 10608 } **DAVID ETHIER**, bourgeois-rentier, de Sorel, district de Richelieu, lieu, demandeur; vs **ALPHONSE PAPILLON**, de la ville de St-Ours, district de Richelieu, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Gaston devenu majeur depuis le jugement, Pauline et Jacqueline Papillon, du même lieu, et Alphonse Papillon, fils, de St-Ours, district de Richelieu, actuellement en service outre-mer, défendeurs; et **J. A. SCHMIDT**, notaire de Sorel, en sa qualité de régistrateur du comté de Richelieu, mis-en-cause; et Dame **LAURA ETHIER**, épouse séparée en biens de Charles Bouchard, tous deux de Sorel, district de Richelieu, et le dit Charles Bouchard en tant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse en reprise d'instance; et **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, comptable de Sorel, district de Richelieu, cessionnaire de la dite dame Laura Ethier et de Me Honorius Michaud, cessionnaire-exécutant.

Superior Court Province of Quebec, District of Richelieu, No. 10608 } **DAVID ETHIER**, retired-gentleman, of Sorel, district of Richelieu, plaintiff; vs **ALPHONSE PAPILLON**, of the town of St-Ours, district of Richelieu, as tutor to his minor children: Gaston, who came of age since the judgment, Pauline and Jacqueline Papillon, of the same place, and Alphonse Papillon, Jr, of St-Ours, district of Richelieu, on active service overseas, defendants; et **J. A. SCHMIDT**, notary, of Sorel, as Registrar for the county of Richelieu, mis-en-cause; et Dame **LAURA ETHIER**, wife separate as to property of Charles Bouchard, both of Sorel, district of Richelieu, and the said **CHARLES BOUCHARD**, has needed and to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff in continuance of suit; et **PAUL-ÉMILE GAGNÉ**, accountant of Sorel, district of Richelieu, assignee of said Dame Laura Ethier and of Me Honorius Michaud, executory assignee (cessionnaire-exécutant).

Un terrain situé en la ville de St-Ours, avec bâtisses y érigées, comprenant le lot No. 78 du cadastre officiel de la ville de St-Ours, et cette partie du lot N° 75 du même cadastre, contenant vingt-quatre pieds de front allant en rétrécissant sur une profondeur de soixante-sept pieds à laquelle profondeur le terrain a seize pieds de largeur, le tout de mesure anglaise, tenant en front la rue de la traverse, en arrière à l'emplacement d'Osias Girouard or représentants, d'un côté au lot N° 78 et de l'autre côté à l'emplacement d'Aldéric Fredette.

A lot of land situate in the town of St-Ours, with buildings thereon erected, comprising lot No. 78 of the official cadastre for the town of St-Ours, and that part of lot No. 75 of the same cadastre, measuring twenty-four feet in front then narrowing, by a depth of sixty seven feet, at which depth the land measures sixteen feet, the whole English measure, bounded in front by "la traverse" street, in rear by the emplacement of Osias Girouard or representatives, on one side by lot No. 78 and on the other side by the emplacement of Alderic Fredette.

Tel que le tout se trouve actuellement.

As the whole presently subsists.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de St-Ours, district de Richelieu, MERCREDI, le DIX SEPTEMBRE, 1947, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

To be sold at the parochial church door of the town of St-Ours, district of Richelieu, on WEDNESDAY, the TENTH of SEPTEMBER, 1947, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Bureau du Shérif, Sorel, le 31 juillet, 1947. (Première insertion, 9 août 1947.)

Sheriff's Office, Sorel, July 31, 1947. (First insertion, August 9, 1947.)

Le Shérif, R. PAQUIN. 19951-32-2-o

R. PAQUIN, Sheriff. 19951-32-2-

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 32

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

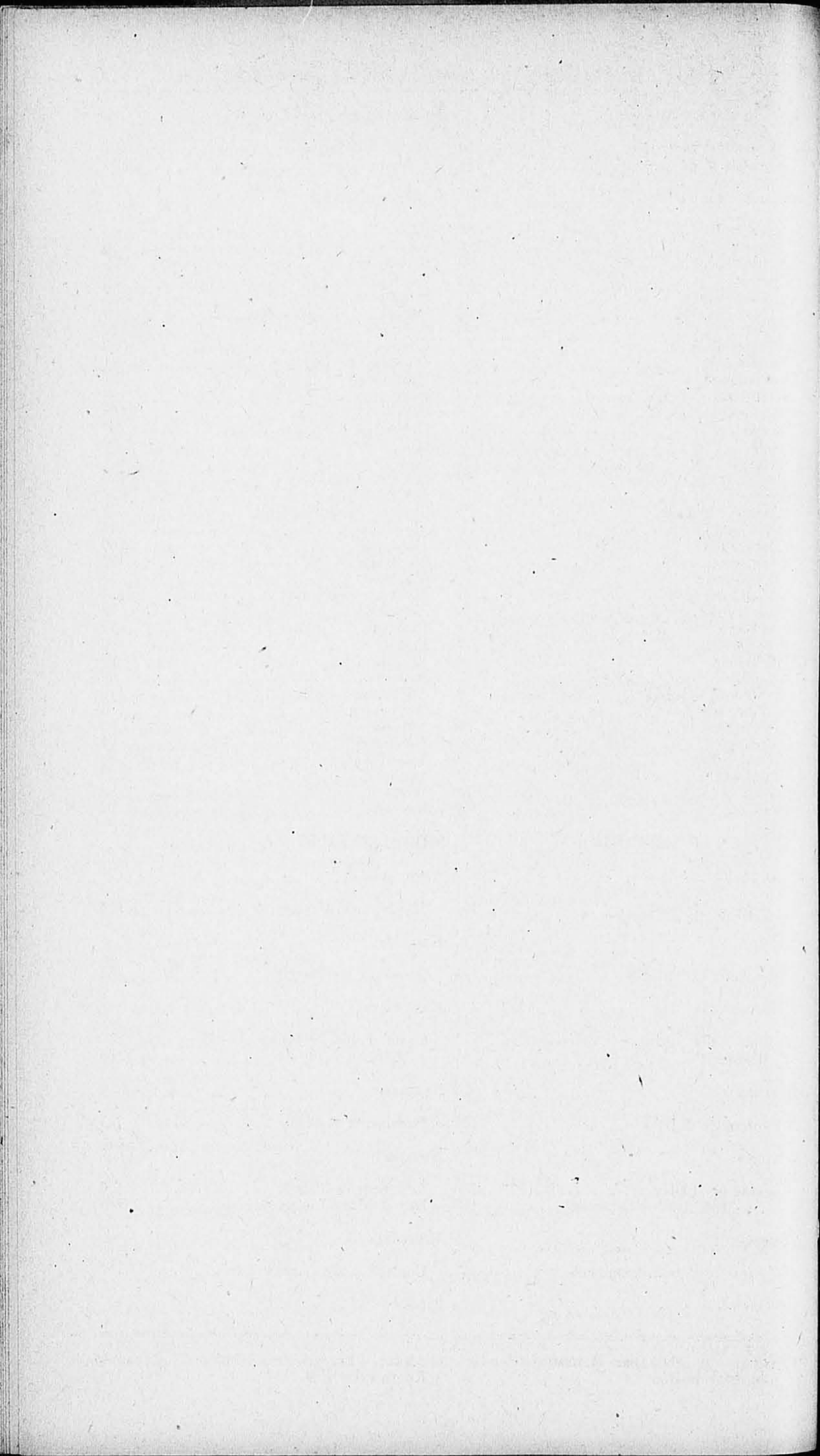
ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Taylor vs Jolin.....	2019
Tousignant vs Bastien.....	2019

Taylor vs Jolin.....	2019
Tousignant vs Bastien.....	2019

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2013	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2013
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Coopérative d'Habitation de Jésus-Ouvrier (Fondation).....	2019	Coopérative d'Habitation de Jésus-Ouvrier (Foundation).....	2019
La Cité Ouvrière de Saint-Jean (Fondation).....	2019	La Cité Ouvrière de Saint-Jean (Foundation).....	2019
La Coopérative Régionale d'Électricité de St-Jean-St-Germain (Nom changé).....	2020	La Coopérative Régionale d'Électricité de St-Jean-St-Germain (Name changed).....	2020
La Fédération Nationale Catholique des Services Hospitaliers, Inc. (Formation).....	2020	La Fédération Nationale Catholique des Services Hospitaliers, Inc. (Formation).....	2020
Lansdowne, Limited (Distribution de l'actif).....	2020	Lansdowne, Limited (Distribution of the assets).....	2020
Ogilvy Realty Corporation, Limited (Distribution de l'actif).....	2021	Ogilvy Realty Corporation, Limited (Distribution of the assets).....	2021
CHARTRE—ABANDON DE:		CHARTER—SURRENDER OF:	
La Compagnie de Machineries Mercier.....	2021	La Compagnie de Machineries Mercier.....	2021
DÉPARTEMENTS AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Pelletier, canton de.....	2021	Pelletier, township of.....	2021
TRAVAIL:		LABOUR:	
Arrêté en conseil N° 1196, section "A"—Industrie de la boîte de carton (Erratum).....	2022	Order in Council No. 1196, part "A"—Paper Box Industry (Erratum).....	2022
Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières (Avis).....	2022	Construction Industry in the Counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières (Notice).....	2022
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
Guaranty Trust Company of Canada.....	2024	Guaranty Trust Company of Canada.....	2024
The Sterling Trusts Corporation.....	2024	The Sterling Trusts Corporation.....	2024
EXAMEN DES AGRONOMES:		AGRONOMISTS EXAMINATION:	
Aspirants à l'étude de l'agronomie.....	2025	Candidates to the study of Agriculture.....	2025
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Québec: étude du droit.....	2026	Quebec: study of law.....	2026
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
B. K. Johl Inc.....	2014	B. K. Johl Inc.....	2014
Canabec Exploration Company.....	2014	Canabec Exploration Company.....	2014
Club Colombien de Val d'Or.....	2015	Club Colombien de Val d'Or.....	2015
Guerette Co. Ltd.....	2015	Guerette Co. Ltd.....	2015
Industrial Fillers Limited.....	2015	Industrial Fillers Limited.....	2015
Jean Bédard Ltée.....	2016	Jean Bédard Ltée.....	2016
Jewellers' Plating Ltd.....	2016	Jewellers' Plating Ltd.....	2016
La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec.....	2016	La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec.....	2016
Laurentide Clothing Co. Ltd.....	2016	Laurentide Clothing Co. Ltd.....	2016
Les Habitations Saint-Louis, Limitée.....	2017	Les Habitations Saint-Louis, Limitée.....	2017
Mayor Fur Corporation.....	2017	Mayor Fur Corporation.....	2017
Metropolitan Interests Inc.....	2017	Metropolitan Interests Inc.....	2017
Packer Exports Inc.....	2017	Packer Exports Inc.....	2017
Pencer Knitting Mills Limited.....	2018	Pencer Knitting Mills Limited.....	2018
Potvin & Tremblay Ltée.....	2018	Potvin & Tremblay Ltée.....	2018
Ronson's Apparel Ltd.....	2018	Ronson's Apparel Ltd.....	2018
Select Chemical and Soaps Inc.....	2018	Select Chemical and Soaps Inc.....	2018
The Quebec Land Company.....	2018	The Quebec Land Company.....	2018
Tobin's Travel Bureau Limited.....	2019	Tobin's Travel Bureau Limited.....	2019
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Ménard <i>et al</i> vs Berthiaume.....	2026	Ménard <i>et al</i> vs Berthiaume.....	2026



PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la municipalité de St-Ludger-de-Milot. 2026

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the municipality of St-Ludger-de-Milot. 2026

SIÈGES SOCIAUX:

General Accessories & Equipment Limited 2027
 La Compagnie Esta Limitée. 2028

HEAD OFFICES:

General Accessories & Equipment Limited 2027
 La Compagnie Esta Limitée. 2028

SOUSSIONS:

Commission scolaire de Rouyn (Correction). 2028
 Lauzon, ville de 2028
 Plessisville, village de 2029
 Sillery, cité de 2030

TENDERS:

School Commission of Rouyn (Correction) 2028
 Lauzon, town of 2028
 Plessisville, village of 2029
 Sillery, city of 2030

VENTE PAR SHÉRIF:

SHERIFF'S SALE:

RICHELIEU:

Ethier vs Papillon *et al* 2031

RICHELIEU:

Ethier vs Papillon *et al* 2031

19960-o

19960-o